

RCS : BOULOGNE SUR MER

Code greffe : 6202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOULOGNE SUR MER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 00857

Numéro SIREN : 918 351 917

Nom ou dénomination : 2LGD HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 15/11/2022 sous le numéro de dépôt 6162

TRAITE D'APPORT

LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur Ludovic, Daniel, Henri DELALONDE**,
De nationalité française,
Né le 14 avril 1969 à BOULOGNE SUR MER
Demeurant 644 avenue du Château 62 520 Le Touquet-Paris-Plage
Marié sous le régime de la séparation de biens.

Ci-après dénommée l'"**Apporteur**";

DE PREMIERE PART,

ET

- **La société 2LGD HOLDING**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €,
Dont le siège social est fixé Zone Industrielle Boulevard Valigot 62 630 ETAPLES, immatriculée au
RCS de BOULOGNE SUR MER sous le numéro 918 351 917,

Représentée par **Monsieur Ludovic DELALONDE**, Président, dument habilité à l'effet des
présentes.

Ci-après dénommée le "**Bénéficiaire**";

DE SECONDE PART,

L'Apporteur et le Bénéficiaire étant ci-après désignés collectivement les « **Parties** » et individuellement
une « **Partie** ».

I APPORT

1 - Désignation de l'Apport

Par les présentes, l'Apporteur fait apport, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives
stipulées ci-après et sous les garanties de fait et de droit existant en pareille matière au Bénéficiaire qui
l'accepte, de la pleine propriété de **CENT HUIT MILLE QUATRE CENT VINGT-NEUF (108 429)**
parts sociales numérotées de 5 201 à 5 600, 6 401 à 7 600, 13 202 à 13 711, 466 661 à 531 006, et n°1
à 5200, n°10 001 à 11 250, n°11 251 à 11 638, n° 12 013 à 13 201, n°13 712 à 20 320, et n°383 à
410 557 (ci-après désignées les « **Parts sociales** ») de la société **ALBERT DELALONDE**, société à
responsabilité limitée au capital de 5 199 404,80 € dont le siège social est situé Zone Industrielle
Boulevard Valigot 62 630 ETAPLES, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de
Boulogne-sur-Mer sous le numéro 393 783 048 (ci-après désignée « **ALBERT DELALONDE** »).

Il est précisé que l'apport des Parts sociales est désigné ci-après par « **l'Apport** ».

L'Apporteur déclare que le présent traité d'apport (le « **Traité** ») vaut ordre irrévocable de transfert
des Parts sociales au Bénéficiaire, sous réserve de la réalisation définitive de l'ensemble des conditions
suspensives.

LS LS

Le Bénéficiaire aura la jouissance des Parts sociales à compter de la Date de Réalisation.

L'Apport des Parts sociales au Bénéficiaire aura ainsi pour effet direct et immédiat de subroger le Bénéficiaire dans l'ensemble des droits et obligations de l'Apporteur, le Bénéficiaire ayant et exerçant, à compter de la Date de Réalisation, tous les droits, actions et obligations attachés aux Parts sociales.

Les Parties conviennent que l'Apport est exclusif de tout passif et qu'il est consenti et accepté aux clauses et conditions et pour la rémunération stipulées ci-après.

Les Parties soumettent l'Apport au régime juridique de droit commun des apports en nature.

II EVALUATION ET REMUNERATION DE L'APPORT

2.1 Evaluation

La valorisation des Parts sociales figure en annexe des présentes (**Annexe 1**).

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-147, alinéa 2 du Code de commerce, l'Apport et la valeur de l'Apport seront soumis à l'appréciation d'un commissaire aux apports, la société AUDIT CONSULTANTS, représentée par M. Hubert DENHEZ, dont l'adresse professionnelle est située 203, rue Lucien SAMPAIX 59 400 CAMBRAI, désigné aux termes d'une décision de l'associé unique du Bénéficiaire en date du 30 août 2022, en qualité de commissaire aux apports conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce, avec pour mission d'apprécier la valeur de l'Apport (ci-après le "Commissaire aux Apports").

Le rapport établi par le Commissaire aux Apports fera l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de Boulogne-sur-Mer ainsi qu'au siège du Bénéficiaire, huit (8) jours au moins avant la date de la consultation de l'associé unique appelé à statuer sur l'Apport.

Un original du rapport du Commissaire aux apports demeurera annexé au présent Traité.

Les Parties conviennent que l'Apport sera réalisé sur la base d'une valeur d'apport de VINGT TROIS MILLIONS SIX CENT QUARANTE NEUF MILLE DEUX CENT SOIXANTE (23 649 260) EUROS.

2.2 - Rémunération de l'Apport

La société 2LGD HOLDING, bénéficiaire de l'Apport, est une société holding constituée le 9 août 2022 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Boulogne-sur-Mer le 12 août 2022.

La société 2LGD HOLDING récemment constituée ne détient aucune participation ni aucun actif.

La valeur réelle des titres de la société 2LGD HOLDING est donc égale à leur valeur nominale, soit à un (1) euro par action.

2.2.1 Augmentation de capital

En contrepartie de l'Apport ci-dessus évalué à la somme de 23 649 260 €, il sera attribué à l'Apporteur 23 649 260 actions nouvelles (les « Actions Nouvelles ») d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées, de la société 2LGD HOLDING, qui seront émises au pair à titre d'augmentation de capital

2.2.2 Emission d'actions nouvelles

Les Actions Nouvelles porteront jouissance au 1^{er} janvier 2022, date d'ouverture de l'exercice social du Bénéficiaire.

Elles seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital, entièrement assimilées aux actions anciennes composant le capital de la société 2LGD HOLDING; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des associés.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

Dès la réalisation des conditions suspensives, le Bénéficiaire inscrira dans le registre des mouvements de titres, les Actions Nouvelles au nom de l'Apporteur.

III DATE DE REALISATION – DATE D'EFFET

L'Apport interviendra à la date des décisions de l'associé unique du Bénéficiaire (la "Date de Réalisation"), sous réserve de la réalisation des Conditions Suspensives.

IV CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport, ainsi que l'émission des Actions Nouvelles, ne deviendront définitifs qu'à compter du jour où la dernière des conditions suspensives suivantes aura été réalisée :

- (a) Etablissement et remise au Bénéficiaire, conformément à l'article L. 225-147, alinéa 2 du Code de commerce, par le Commissaire aux Apports, d'un rapport appréciant la valeur de l'Apport ;
- (b) Approbation par l'associé unique du Bénéficiaire : (i) du présent Traité ; (ii) de l'évaluation de l'Apport et sa rémunération ; (iii) de l'émission des Actions Nouvelles au profit de l'Apporteur en rémunération de l'Apport, et (iv) de la modification corrélative des statuts du Bénéficiaire.

Chacune des Parties, pour ce qui la concerne, s'engage à entreprendre toute démarche ou action en vue de la réalisation des Conditions Suspensives.

En cas de non-réalisation des Conditions Suspensives au plus tard le 31 décembre 2022 (inclus) et sauf accord écrit entre les Parties, le présent Traité sera caduc, celui-ci étant alors réputé ne pas avoir été conclu et les Parties seront déliées de tout engagement au titre du présent Traité, sans indemnité de part ni d'autre.

V AGREMENT DU BENEFICIAIRE PAR LES ASSOCIES DE LA SOCIETE ALBERT DELALONDE

Aux termes de l'article 10-1 des statuts de la société ALBERT DELALONDE, « *les Parts sociales ne peuvent être transmises, à titre gratuit ou onéreux, à quelque cessionnaire que ce soit, associé ou non, conjoint, ascendants ou descendants du cédant qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales (...)* ».

L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société ALBERT DELALONDE en date du 11 octobre 2022 a agréé expressément la société 2LGD HOLDING en qualité de nouvelle associée de la société ALBERT DELALONDE.

VI DECLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare :

- ✓ qu'il a la pleine capacité pour conclure et signé le présent Traité, et exécuter les obligations ou bénéficier des droits qui y sont stipulés,
- ✓ qu'il n'a besoin d'aucun accord, autorisation ou décision de quelque nature que ce soit qu'il n'aurait pas déjà obtenu pour signer et exécuter valablement le présent Traité,
- ✓ que les Parts sociales apportées sont sa propriété légitime,
- ✓ que les Parts sociales apportées dont il est propriétaire sont libres de tout gage, sûreté, nantissement, privilège, droits ou réclamations de tiers quels qu'ils soient et ne font l'objet d'aucun engagement contractuel venant restreindre leur libre disposition.

De ce fait, rien ne s'oppose à la libre disposition des Parts sociales apportées au Bénéficiaire.

VII DECLARATIONS ET GARANTIES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire fait à l'Apporteur les déclarations suivantes dont il lui garantit qu'elles sont exactes à la date des présentes et seront exactes à la Date de Réalisation comme si elles avaient été faites à cette date :

- (i) le Bénéficiaire est une société régulièrement constituée et existant valablement au regard du droit français, n'est pas en état de cessation des paiements et ne fait pas l'objet d'une quelconque procédure de sauvegarde, de liquidation ou de redressement judiciaire ;
- (ii) sous réserve de l'approbation du présent Traité et de l'émission des Actions Nouvelles en rémunération de l'Apport par l'associé unique, le Bénéficiaire a tout pouvoir et capacité pour conclure le présent Traité et pour exécuter les obligations qui y sont stipulées. Le présent Traité engage valablement le Bénéficiaire conformément à ses stipulations ; et ni la conclusion du présent Traité, ni l'exécution des obligations qui y sont prévues, ni l'accomplissement des opérations qui y sont envisagées ne contreviennent aux stipulations des statuts du Bénéficiaire ni de tout autre accord extrastatutaire auquel il serait partie.

VIII FISCALITE

- (i) Le présent Apport prendra effet, sur le plan fiscal, à la Date de Réalisation.
- (ii) L'Apporteur et le Bénéficiaire, s'obligent à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir pour le paiement de l'impôt sur le revenu et toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente opération d'apport.

- (iii) L'Apport sera placé sous le régime du report d'imposition des plus-values de valeurs mobilières prévu par les dispositions de l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

L'Apporteur devra reporter sa plus-value d'apport dans sa déclaration annuelle de revenus au titre de l'année de réalisation de l'apport et ce jusqu'à l'opération mettant fin au report d'imposition.

- (iv) L'Apport sera enregistré gratuitement, conformément aux dispositions de l'article 810 I du CGI

IX FRAIS - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les soussignés font élection de domicile en leur domicile ou siège social respectifs.

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront à la charge de la Bénéficiaire.

X AFFIRMATION DE SINCERITE

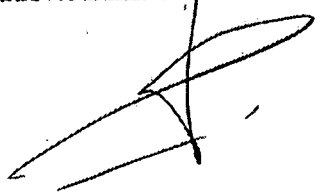
Les Soussignés affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du C.G.I. que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés et de la rémunération de l'Apport.

Fait au Touquet Paris Plage

Le 12 octobre 2022

L'Apporteur :

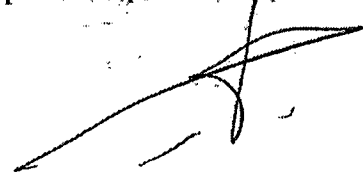
Ludovic DELALONDE



Le Bénéficiaire :

Société 2LGD HOLDING

Représentée par Ludovic DELALONDE



ANNEXE 1

Valeur des Parts sociales de la société ALBERT DELALONDE

1- Aux termes d'un rapport d'évaluation de la société ALBERT DELALONDE établi le 6 septembre 2022 par M. Olivier CARLES, expert-comptable inscrit au tableau de l'ordre de Lille et Commissaire aux comptes inscrit à la compagnie régionale d'Amiens, ce dernier a estimé la valeur de marché de 100 % des titres de la société ALBERT DELALONDE au 31 décembre 2021 à 70 948 000 €.

Les Parties déclarent avoir eu communication dudit rapport d'évaluation et avoir pris pleinement connaissance de son contenu.

2- Le capital social de la société ALBERT DELALONDE est fixé à la somme de 5 199 404,80 € divisé en 325 288 parts sociales de 15,98 € chacune.

La valeur unitaire des titres de la société ALBERT DELALONDE s'élève à :

$$\checkmark 70\,948\,000 \text{ €} / 325\,288 \text{ parts sociales} = 218,108261 \text{ €}$$

3- La valeur des 108 429 parts sociales apportées est estimée à :

$$108\,429 \text{ parts sociales} \times 218,108261 \text{ €} = 23\,649\,260,60 \text{ € arrondi à } \underline{\underline{23\,649\,260 \text{ €}}}$$

2LGD HOLDING
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : Zone Industrielle Boulevard Valigot 62 630 ETAPLES
918 351 917 RCS BOULOGNE SUR MER

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 27 OCTOBRE 2022

Le vingt-sept octobre deux mille vingt- deux
A onze heures trente,

Monsieur Ludovic DELALONDE, né le 14 avril 1969 à BOULOGNE SUR MER, demeurant 644, avenue du Château 62 520 Le Touquet-Paris-Plage, propriétaire de la totalité des 1 000 actions de 1 euro chacune composant le capital social de la Société 2LGD HOLDING (la « Société »),

Associé Unique et Président de ladite Société,

I. A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'Associé Unique déclare que les documents suivants lui ont été communiqués ou tenus à sa disposition au siège social dans les délais légaux et réglementaires, savoir :

- *Le rapport du Président,*
- *Le traité d'apport sous condition suspensive,*
- *Le rapport de la société AUDIT CONSULTANTS, Commissaire aux Apports,*
- *Le texte des résolutions proposées*

II. A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES PORTANT SUR :

- Approbation de l'apport par M. Ludovic DELALONDE de 108 429 parts sociales de la société ALBERT DELALONDE au profit de la Société,
- Augmentation du capital d'un montant de 23 649 260 euros par l'émission de 23 649 260 actions nouvelles de 1 euro chacune en vue de rémunérer l'apport susvisé,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs en vue d'effectuer des formalités.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- ✓ Du contrat d'apport en date du 12 octobre 2022, aux termes duquel M. Ludovic DELALONDE fait apport à la Société de 108 429 parts sociales de la société ALBERT DELALONDE, société à responsabilité limitée au capital de 5 199 404,80 € dont le siège social est situé Zone Industrielle Boulevard Valigot 62 630 ETAPLES, immatriculée au RCS de Boulogne-sur-Mer sous le numéro 393 783 048, ledit apport étant évalué à VINGT TROIS MILLIONS SIX CENT QUARANTE NEUF MILLE DEUX CENT SOIXANTE (23 649 260) EUROS,



- ✓ du rapport en date du 17 octobre 2022 de la société AUDIT CONSULTANTS, représentée par Monsieur Hubert DENHEZ, Commissaire aux Apports désignée par l'Associé Unique aux termes d'un Acte Sous Seing Privé en date du 30 Août 2022.

Approuve cet apport et son évaluation à la somme de 23 649 260 €.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique, décide, à titre de rémunération de l'apport approuvé au titre de la première décision, d'augmenter le capital social d'un montant de 23 649 260 euros pour le porter de 1 000 euros à 23 650 260 euros par voie de création de 23 649 260 actions nouvelles de 1 euro de nominal chacune, entièrement libérées, attribuées à M. Ludovic DELALONDE en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront à compter de ce jour entièrement assimilées aux actions anciennes. Elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de l'Associé Unique.

Leurs droits aux dividendes s'exerceraient pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique constate que l'augmentation du capital est définitivement réalisée et décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

« ARTICLE 7 - APPORTS

(.....)

- lors de l'augmentation de capital décidée par l'Associé Unique le 27 octobre 2022, le capital social a été augmenté de 23 649 260 euros par voie d'apport consenti par M. Ludovic DELALONDE de 108 429 parts sociales de la société ALBERT DELALONDE, ledit apport ayant été évalué à la somme de 23 649 260 euros.

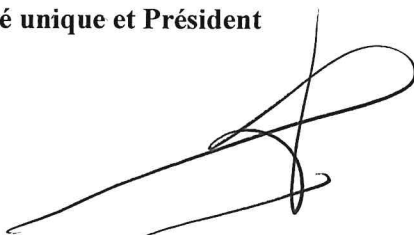
ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 23 650 260 euros, intégralement libéré et composé de 23 650 260 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Ludovic DELALONDE
Associé unique et Président



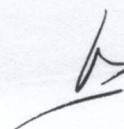
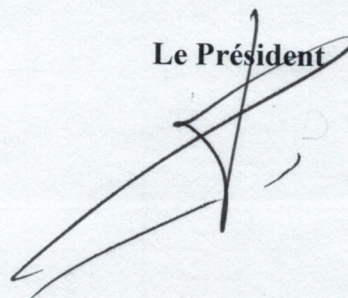
Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
BOULOGNE-SUR-MER 1
Le 04/11/2022 Dossier 2022 00046049, référence : 6204P04 2022 A 01421
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro

2LGD HOLDING
Société par actions simplifiée
au capital de 23 650 260 euros
Siège social : Zone Industrielle Boulevard Valigot
62 630 ETAPLES
918 351 917 RCS BOULOGNE-SUR-MER

**STATUTS MIS A JOUR PAR DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE EN
DATE DU 27 OCTOBRE 2022**

Certifiés conformes

Le Président



**TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE
SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL**

ARTICLE 1 - Forme

Il est formé par l'associé unique, soussigné, propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- La prise de participation ou d'intérêts dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports en commandite, de souscription, d'achats de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou groupement d'intérêts économiques ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits autrement,

- La propriété, la gestion et la valorisation de ces participations ;

- La souscription de toute garantie, mobilière ou autre, notamment tout cautionnement personnel ou hypothécaire (solidaire ou non) en garantie des engagements financiers et/ou emprunts bancaires souscrits par la Société ou des engagements des sociétés dans lesquelles elle posséderait des participations, dès lors que ces garanties sont prises dans l'intérêt social de la Société ;

- Les prestations de services administratives, commerciales, financières et techniques au profit de ses filiales, ainsi que la réalisation de prestations de direction d'entreprise et l'animation effective du groupe ainsi constitué ;

- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières immobilière ou mobilière ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,

Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est **2LGD HOLDING**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé Zone Industrielle Boulevard Valigot 62 630 ETAPLES.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de l'organe dirigeant, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des Sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'organe dirigeant doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés, s'ils sont plusieurs ou convoquer l'associé unique, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le **1er janvier** et se termine le **31 décembre** de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le **31 décembre 2022**.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 – Apports

- Lors de la constitution, Monsieur Ludovic DELALONDE a apporté à la Société la somme de MILLE (1 000) euros, ladite somme correspondant à la souscription et à la libération intégrale de 1 000 actions d'un (1) euro chacune. La somme de 1 000 euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la Banque CIC Banque Privée, 4 boulevard de Sainte Barbe 59 140 DUNKERQUE.

- - Lors de l'augmentation de capital décidée par l'Associé Unique le 27 octobre 2022, le capital social a été augmenté de 23 649 260 euros par voie d'apport consenti par M. Ludovic DELALONDE de 108 429 parts sociales de la société ALBERT DELALONDE, ledit apport ayant été évalué à la somme de 23 649 260 euros.

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 23 650 260 euros, intégralement libéré et composé de 23 650 260 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie.

ARTICLE 9 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport de l'organe dirigeant.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

Dans le cas où la Société comporte plusieurs associés, la collectivité des associés peut déléguer à l'organe dirigeant les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 10 - Comptes courants

L'associé unique et son Président peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées par l'associé unique.

Les avances en compte courant sont effectuées par l'associé unique et sont soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 11 - Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 12 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

3 - Indivisibilité - Démembrement des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Si une action est grevée d'un usufruit, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, pour les autres décisions, le nu-proprétaire et l'usufruitier peuvent convenir que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

TITRE IV - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 13 - Transmissions des actions

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

Dispositions communes applicables aux cessions d'actions (en cas de perte du caractère unipersonnel).

ARTICLE 14 - Définitions

- **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.
- **Action** ou **Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières

ARTICLE 15 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 16 - Agrément des cessions

Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des 50,1 % des voix des associés disposant du droit de vote.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro de RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 20 jours de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, les associés non cédants sont tenus, dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital, à moins que l'associé Cédant ne préfère renoncer à son projet.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé par les associés non cédants (ou par la ou les personnes qu'ils se seraient substitués) ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Le prix de rachat des actions sera celui proposé par le tiers cessionnaire pressenti, ou à défaut d'accord entre les parties sur le prix ainsi proposé, par voie d'expertise dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil, sur la base d'une valorisation des titres de participation détenus par la Société.

Si les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue, dans un délai de 6 mois à compter de leur acquisition, soit de les céder, dans les conditions prévues aux présents statuts et aux stipulations extra-statutaires, soit de les annuler.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Désignation

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés qui fixe son éventuelle rémunération.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Cessation des fonctions

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée deux mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés statuant à la majorité des 50,1 % des voix des associés disposant du droit de vote, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président

La révocation n'a pas à être motivée.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 18 – Président suppléant

Un Président suppléant de la Société est nommé aux termes des statuts. Il n'entrera en fonction et n'exercera la direction et la représentation de la Société uniquement en cas de cessation des fonctions de Président soit dans l'éventualité du décès de ce dernier soit en cas d'empêchement du Président résultant d'un accident de la vie (maladie lourde, invalidité, incapacité, accident grave etc..).

ARTICLE 19 - Directeur Général

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci est obligatoirement représentée par son représentant légal.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 20 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 20 - Conventions réglementées

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion, si la Société en est dotée.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, si la Société en est dotée.

Le Président ou le Commissaire aux comptes, si la Société en est dotée, présente à l'associé unique ou aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

L'associé unique ou les associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société

ARTICLE 21 - Commissaires aux comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Enfin, une minorité d'associés représentant au moins un tiers du capital peut obtenir la nomination d'un commissaire aux comptes sur demande motivée auprès de la Société.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ

ARTICLE 22 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

22-1. Décisions de l'associé unique

L'associé unique est seul compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant;
- dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

22-2. Information de l'associé unique ou des associés

1 - L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci perd son caractère unipersonnel.

23-1. Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Transformation de la Société.
- Modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction.
- Fusion, scission, apport partiel d'actifs.
- Dissolution.
- Nomination des Commissaires aux comptes.
- Nomination, rémunération, révocation du Président.
- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats.
- Approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés.
- Modification des statuts, sauf transfert du siège social.
- Déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant.
- Nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.
- Agrément des cessions d'actions.

23-2. Règles de majorité

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, toutes les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des 50,1 % des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Les actions au titre desquelles un associé s'est abstenu ne sont pas prises en compte dans le calcul de la majorité puisqu'il ne s'agit pas de voix exprimées.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- Celles prévues par les dispositions légales ;
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de commerce) et la transformation de la Société en Société en nom collectif, en commandite simple ou par actions ;
- La dissolution de la Société ;

23-3 - Règles d'adoption des décisions collectives

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et d'y voter, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son

identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant celle-ci, à zéro heure, heure de Paris.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

23-4 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée, d'une consultation par correspondance ou d'un acte signé par tous les associés.

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Tout associé ou tout groupe d'associés disposant de plus de 10 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

La convocation à une assemblée générale ou à une consultation par correspondance est effectuée par tous moyens de communication écrite 8 jours au moins avant la date de la réunion ou la date fixée pour la fin de la consultation par correspondance.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai et la fin du délai de consultation par correspondance peut être abrégée, si tous les associés y consentent.

En cas de décision collective résultant de la signature d'un acte par tous les associés, le Président organise les modalités de signature de la décision, selon les modalités qui lui paraissent appropriées.

La convocation indique l'ordre du jour. Elle est accompagnée de tous les documents prescrits par la réglementation en vigueur et de tous documents utiles pour permettre aux associés de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Les associés ne peuvent délibérer que sur les questions figurant à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur seconde convocation.

Quelque soit le mode d'adoption de la décision collective, les associés bénéficient de la même information et des mêmes droits de communication, tels que prévus aux présents statuts.

Les commissaires aux comptes, si la société en est dotée, sont convoqués à toutes les assemblées ou informés préalablement, dans les mêmes conditions que les associés, de toute consultation par correspondance ou de tout projet de décision résultant d'un acte signé par tous les associés et sont mis en mesure de présenter tous commentaires ou informations qui leur paraîtraient utiles au consentement éclairé des associés. Ils reçoivent les mêmes documents et informations que les associés.

Règles spécifiques applicables en cas de consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par tout moyen de communication écrit, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Ceux-ci disposent d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'expédition du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par tout moyen de communication écrit.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme n'ayant pas participé au vote.

Lorsque les décisions sont prises en assemblée générale, l'assemblée peut se dérouler physiquement ou par tout autre moyen et notamment par voie de téléconférence, visioconférence ou tous moyens de télécommunication électronique, dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnées dans la convocation de l'assemblée.

En application des dispositions de l'article R 225-97 du Code de commerce, les moyens de visioconférence ou de télécommunications utilisés pour permettre aux associés de participer à distance aux assemblées générales devront présenter des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée et permettant la retransmission continue et simultanée de la voix et de l'image, ou au moins de la voix, des participants à distance.

Les associés qui participent à l'assemblée générale par visioconférence, téléconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par le Code de commerce, sont réputés présents pour le calcul de la majorité.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Représentation conventionnelle des associés

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un associé désigné par un associé n'est pas limité.

En cas de pouvoir retourné sans indication nominative de mandataire, le mandataire sera réputé être le Président, lequel votera dans le sens qu'il déterminera, y compris en cas d'amendement ou de résolution nouvelle.

Vote par correspondance

Les associés peuvent également participer à distance aux décisions collectives et voter par correspondance, au moyen d'un formulaire de vote à distance établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Les associés votant par correspondance devront compléter le bulletin de vote, en remplissant l'ensemble des informations requises et en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le formulaire de vote par correspondance adressé à la Société pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte que des formulaires de vote par correspondance dûment complétés et signés, retournés, au siège social de la Société, selon les modalités définies dans le formulaire ou dans la convocation, au plus tard trois jours avant la veille de la réunion de l'assemblée. Le défaut de réponse dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé qui est réputé ne pas avoir pris part au vote.

23-5 - Procès-verbaux des décisions collectives

Le Président ou le Président de Séance en cas de réunion d'une assemblée, établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et un secrétaire s'il en a été désigné un ou un associé présent, sauf s'il n'a pas été établi de feuille de présence auquel cas le procès-verbal de l'assemblée doit être signé par les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant d'un acte signé de tous les associés, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés, les décisions mises aux voix et

pour chacune d'elles, le sens du vote de chaque associé. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

En cas de décision collective résultant d'une consultation par correspondance, le président consigne les résultats des votes dans une décision, mentionnant les documents et informations communiqués préalablement aux associés, les décisions mises aux voix et pour chacune d'elles, le sens du vote de chaque associé. Le procès-verbal de la décision du président est signé par ce dernier et il y est annexé les réponses de chaque associé ayant voté par correspondance. Ce procès-verbal est retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

23-6 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 24 - Comptes annuels

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Dans les cas prévus par la loi et les règlements, le Président établit un rapport de gestion contenant les mentions légales et réglementaires.

L'associé unique ou les associés si la Société en compte plusieurs approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la Société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 25 - Affectation et répartition des résultats

25-1- Associé unique

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

25-2 - Pluralité d'associés

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi.

3. La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

4. La collectivité des associés décidera de la répartition des droits aux dividendes entre l'usufruitier et le nu-proprétaire.

En cas d'absence de vote de la collectivité des associés sur cette répartition, et, sauf convention contraire des parties, les droits du nu-proprétaire et de l'usufruitier sont répartis de la manière suivante :

- les dividendes et le report à nouveau reviennent à l'usufruitier ;
- le nu-proprétaire a droit aux réserves mais en cas de distribution de ces réserves, l'usufruitier a un droit de jouissance sur les sommes distribuées, sous la forme d'un quasi-usufruit, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit ; (C. civ., art. 587, quasi-usufruit).
- lors du partage, le boni de liquidation et le remboursement des apports reviennent au nu-proprétaire mais restent soumis à l'usufruit, l'usufruitier pouvant disposer librement des sommes correspondantes, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit.

TITRE IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 26 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué l'associé unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.



Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 27 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

A large, stylized handwritten signature or mark, possibly consisting of the letters 'A' and 'B' intertwined, located in the right-center of the page.A small, stylized handwritten mark or signature located in the bottom right corner of the page.